

Convention collective

**IDCC : 8531. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES ET SCIERIES AGRICOLES
(Bretagne)
(15 octobre 1985)**

(Etendue par arrêté du 28 juillet 1986,
Journal officiel du 5 août 1986)

AVENANT N° 33 DU 14 SEPTEMBRE 2012

NOR : *AGRS1397014M*

IDCC : 8531

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers et scieurs de Bretagne ;

L'union régionale des syndicats de propriétaires forestiers et sylviculteurs de Bretagne ;

La fédération de Bretagne des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

La FGA CFDT de Bretagne ;

L'UR CFTC de Bretagne ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} « Champ d'application professionnel » de la convention collective est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}

Champ d'application professionnel

La présente convention règle les rapports et conditions de travail entre, d'une part, les employeurs, et, d'autre part, les salariés et apprentis, dans les entreprises effectuant des travaux forestiers au sens de l'article L. 722-3 du code rural et de la pêche maritime, à l'exception de l'Office national des forêts. »

Article 2

Le 1^{er} alinéa, de l'article 44 « Régime de prévoyance invalidité, incapacité, décès » est complété ainsi qu'il suit.

(à l'exclusion :))

« – des salariés des entreprises de travaux forestiers qui restent couverts par l'accord national du 10 juin 2008 ».

Article 3

L'article 11 « Participation aux commissions mixtes » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 11

Participation aux commissions

Conformément à l'accord national du 21 janvier 1992, les employeurs sont tenus de laisser des libertés suffisantes aux salariés appelés à participer aux commissions mixtes et aux commissions paritaires prévues par la présente convention.

Dès qu'il a connaissance de la date de la commission et au plus tard 48 heures après la réception de la convocation de son organisation syndicale, le salarié demande une autorisation d'absence à son employeur.

Les modalités relatives au maintien de la rémunération pendant le temps nécessité par la tenue de la commission ainsi que les modalités d'indemnisation des frais de déplacement sont définies par les dispositions de l'accord national du 21 janvier 1992, sous réserve que le délégué de l'organisation syndicale soit employé dans une entreprise comprise dans le champ d'application de la présente convention. »

Article 4

A l'article 22 « Garantie de l'emploi », le paragraphe 4 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 4. Appel sous les drapeaux

L'absence des salariés réservistes et l'absence des jeunes salariés occasionnées par la journée d'appel à la défense sont régies par les dispositions légales en vigueur. »

Article 5

L'article 26 « Récupération légale » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 26

Récupération des heures perdues

Les heures perdues en dessous de la durée légale du travail à la suite d'une interruption collective dans tout ou partie d'établissement peuvent être récupérées dans les conditions suivantes :

- pour cause de fête locale ou coutumière ou de chômage de 1 jour ou 2 jours ouvrables compris entre un jour férié et un jour de repos hebdomadaire ou d'un jour précédant les congés annuels, dans les 30 jours entourant la date du jour férié ;
- pour cause d'accident survenu au matériel, d'interruption de la force motrice, de sinistre ou de force majeure, dans les 4 semaines à partir de la reprise normale du travail ;
- pour cause d'intempéries, dans les 12 semaines à partir de la reprise normale du travail.

Ces heures sont payées au tarif normal, à titre d'avance, avec la paie du mois au cours duquel elles ont été perdues. »

Article 6

L'article 30 « Contrôle des heures de travail effectuées » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes.

« Article 30

Contrôle de la durée du travail

Le contrôle de la durée du travail et de l'aménagement du temps de travail des salariés est effectué selon les modalités définies par les dispositions des articles R. 713-35 à R. 713-41 du code rural et de la pêche maritime. »

Article 7

L'article 41 « Salaire des travailleurs handicapés » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 41

Salaire des travailleurs handicapés

Le salaire des travailleurs handicapés bénéficiaires de l'obligation d'emploi visée à l'article L. 5212-13 du code du travail ne peut être inférieur à celui qui résulte de l'application des stipulations de la présente convention. »

Article 8

Les parties demandent l'extension du présent avenant qui est déposé à l'UT d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Cesson-Sévigné, le 14 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)